fr

Press release | 20.11.2013

Notre-Dame-des-Landes

L'attribution d'une subvention publique à l'aéroport ne remet pas en cause l'enquête européenne

La Commission européenne a annoncé aujourd'hui avoir jugée compatible avec le droit européen la décision de l'État français d'attribuer une subvention publique de 150 millions d'euros à la Société Aéroports du Grand Ouest chargée de la conduite du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes.

Les députés EELV au Parlement européen réagissent à cette décision distincte de la procédure d'enquête européenne :

" Nous regrettons vivement ce blanc-seing donnée à la France de gaspiller l'argent des contribuables français dans un projet dont l'inutilité a été maintes fois démontrée, au seul motif qu'il ne porte pas atteinte aux règles de la concurrence européenne. Si cette subvention respecte les règles européennes en matière d'aides d'État, le projet n'en reste pas moins contraire aux droits environnementaux français et européens. La Commission européenne prend soin de préciser que sa décision est sans préjudice pour l'enquête qu'elle mène de concert avec la Commission des Pétitions du Parlement européen.

Au fil des auditions et grâce à l'action des élus, des associations et de citoyens mobilisés, la violation de plusieurs lois de la législation environnementale européenne a été mise en lumière. Sont notamment concernées la directive sur l'évaluation des incidences sur l'environnement, la directive cadre sur l'eau, et les directives dites « Oiseaux » et « Habitats »… La Commission, partageant notre analyse d'une potentielle violation du droit communautaire, conduit une procédure précontentieuse dite "EU Pilot".

Les pratiques de désinformation des pro-aéroport ainsi que les freins et pressions qui pèsent sur l'enquête européenne témoignent d'un profond irrespect pour le droit des citoyens français à être protégés par le droit

européen. Aux côtés des associations et des citoyens mobilisés, les élus EÉLV sont plus que jamais déterminés à faire admettre aux autorités françaises que ce grand projet inutile pour l'économie, coûteux pour les Français et désastreux pour l'environnement doit être abandonné. »

Recommended

Press release

vitali-adutskevich-unsplash

Russian gas phase-out/RePowerEU: Parliament and Counci…

03.12.2025

News

Robert Emperley (CC BY-SA 2.0)

PLENARY FLASH : Greens/EFA Priorities 24 to 27 Novembe…

25.11.2025

Press release

karsten-wurth-unsplash

European Parliament adopts climate target for 2040 – d…

13.11.2025

Press release

american-public-power-association-unsplash

Omnibus I: EU sustainability and Due diligence legisla…

13.11.2025

Please share

E-Mail